

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIÈRES DE SAINT-PANDELON

Le Pont
1205 Route de Dax
40 180 Saint-Pandelon

Références : DREAL/UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005204183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement LES CARRIÈRES DE SAINT-PANDELON implanté 1205 ROUTE DE DAX Le Pont – Arriberots – Hounious 40 180 Saint-Pandelon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de la vérification du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-145 du 14 mai 2024 de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié et de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIÈRES DE SAINT-PANDELON
- 1205 ROUTE DE DAX Le Pont – Arriberots – Hounious 40180 Saint-Pandelon
- Code AIOT : 0005204183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LES CARRIÈRES DE SAINT-PANDELON est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DAGR/2006/n°439 du 27 juillet 2006 modifié, une carrière à ciel ouvert d'ophite avec rabattement de nappe sur le territoire de la commune de Saint-Pandelon (40180). La surface autorisée est de 124 038 m² avec une production maximale autorisée de 120 000 tonnes les 5 premières années puis 180 000 tonnes les 25 années suivantes.

L'exploitation dispose d'une unité de broyage concassage (rubrique 2515) soumise à déclaration d'une puissance totale inférieure à 200 kW.

Cette autorisation est accordée pour une durée de 30 ans et arrivera à échéance le 27 juillet 2036.

Par arrêté préfectoral DCPAT-BAE n°2024-145 du 14 mai 2024, la société LES CARRIÈRES DE SAINT-PANDELON a été mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié et de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Stockage non autorisé de matériaux extérieurs | AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | Demande d'action corrective | immédiat |
| 2 | Liste des parcelles autorisées | AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | Demande d'action corrective | immédiat |
| 8 | Stabilité des fronts | Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 11.1.3 | Demande d'action corrective | 7 jours 3 mois |
| 10 | Campagnes de surveillance des émissions de poussières | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 13 | Contrôle des émissions sonores | Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 16.1.5 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 14 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 18.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|--------------------------|
| 3 | Modification des conditions d'exploitation | AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 4 | Méthode d'extraction | AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 5 | Plan d'exploitation | AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 6 | Clôture et accès | AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 7 | Surveillance du rejet des eaux d'exhaure | AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 9 | Plan de surveillance des émissions de poussières | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 | Sans objet |
| 11 | Résultats de la surveillance des émissions de poussières | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7 | Sans objet |
| 12 | Bilan annuel | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que de nombreuses non-conformités restent à corriger, l'inspection note la volonté de l'exploitant à mettre l'ensemble de ses installations en conformité avec la réglementation.

L'exploitant a pour cela engagé des travaux d'aménagements des points de prélèvements pour la surveillance de la qualité des eaux et de sécurisation de l'accès aux installations.

L'exploitant a également déposé en 2024 un dossier à porter à connaissance afin de régulariser sa situation administrative et a fait intervenir un bureau d'étude spécialisé en 2025 afin d'établir un diagnostic géotechnique sur la stabilité du front sud de la carrière.

Néanmoins, l'inspection constate toujours des non-conformités quant au respect de la cote minimale d'exploitation et à l'exploitation des fronts nord et sud, notamment l'absence de palier intermédiaires séparant deux fronts de taille dont la hauteur ne doit pas dépasser 15 m. L'inspection constate également à la lecture du diagnostic géotechnique la présence au niveau du front sud de risques d'éboulements et de plusieurs zones instables sur le long terme.

Aussi, l'inspection demande à l'exploitant :

Pour ce qui concerne le front Sud :

- l'arrêt immédiat de toutes circulations et de tous travaux d'exploitation sous la cote – 12 m NGF au pied du front sud ;
- la mise en place d'une signalisation adaptée, matérialisant cette interdiction ;
- la mise en place et la diffusion d'une consigne pour le personnel et tout intervenant extérieur sur les dangers en périphéries de cette zone de danger ;
- la mise en place de pièges à cailloux au pied de chaque zone identifiée susceptible d'être concernée par des chutes de pierres. Ces pièges à cailloux devront être dimensionnés et réalisés pour contenir le volume et la tailles des blocs pouvant chuter.
- la mise en place d'un suivi périodique interne de la stabilité de l'ensemble du front sud. Ce suivi doit être reporté sur un registre interne ;
- la mise en place d'un suivi selon une périodicité minimale semestrielle par un géotechnicien externe ;
- l'établissement d'un plan d'action pour la mise en sécurité de ce front selon les prescriptions réglementaires prescrites dans l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006, dans les limites du périmètre d'autorisation et validé par une étude géotechnique pour la conception d'une reprise du talus permettant d'assurer sa stabilité sur le long terme ;
- la réouverture de la zone de travail sous la cote – 12 m NGF, ne pourra être envisagée qu'après une sécurisation du front sud, la remise en forme des fronts selon le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006, et un diagnostic géotechnique validant les travaux de stabilisation préconisés dans l'étude de conception.

Pour ce qui concerne le front Nord :

- la réalisation d'une étude de stabilité ou à minima d'un suivi par un géomètre de la stabilité du pied de talus afin de s'assurer de l'absence de risque pour la circulation au-dessus et au pied du talus ;
- de prendre les dispositions nécessaires afin que la cote minimale d'exploitation soit respectée et que le front nord ne soit constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale séparé par des banquettes de 5 m de largeur minimum afin de régulariser la situation. L'exploitant doit pour cela transmettre à l'inspection un plan d'action. Le suivi de la stabilité du talus devra être maintenu durant la phase travaux ;
- si la situation ne peut être régularisée pour des raisons techniques, l'exploitant doit faire réaliser une étude géotechnique pour s'assurer de l'absence de risque pour l'exploitation du site et la circulation au pied de ce talus, de sa stabilité sur le long terme et que ce talus soit compatible avec l'objectif de remise en état. Cette étude géotechnique analysera la circulation des eaux de ruissellement et des eaux souterraines sur la stabilité du talus.

En outre, l'inspection demande également à l'exploitant :

- de réaliser la prochaine campagne de mesure des poussières conformément à la réglementation,
- de réaliser dans un délai de 3 mois un contrôle du niveau des émissions sonores,
- la transmission d'un nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation des garanties financières pour la nouvelle période.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage non autorisé de matériaux extérieurs

| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 | | | | |
|---|--|---|--------|-------|
| Thème(s) : Situation administrative, rubriques ICPE | | | | |
| Prescription contrôlée : Article 1 : Activités autorisées L'activité exercée est classable de la façon suivante : | | | | |
| N° de la rubrique | Libellé de la rubrique | Capacité de l'établissement | Régime | Seuil |
| 2510-1 | Exploitation de carrière d'ophite | Production annuelle maximale de 120 000 t les 5 premières années et 180 000 t les 25 années suivantes | A | 0 |
| 2515-2 | Broyage, concassage, criblage de matériaux | Puissance totale installée inférieure à 200 kW | D | 40 kW |
| Constats : Lors de la visite du 18/04/2024, l'inspection a constaté un stockage non autorisé dans l'emprise de la carrière, déjà signalé en 2023 et 2022, sur une surface d'environ 5 000 m ² de matériaux extérieurs à l'activité de la carrière. En vue de la régularisation de la situation, l'exploitant a déposé le 18/06/2024 auprès du préfet un porter à connaissance du préfet concernant la modification des conditions d'exploitation de la carrière, l'exploitant souhaitant notamment exercer une activité de recyclage et de valorisation de matériaux extérieurs sur son site. Dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance, l'inspection demande l'arrêt immédiat de l'accueil de matériaux extérieurs à l'activité de la carrière et propose le maintien de la mise en demeure actée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-145 du 14 mai 2024 pour ce qui concerne le respect des activités autorisées. Le traitement des matériaux extérieurs ne pourra être réalisé qu'une fois l'activité de recyclage et de valorisation réglementairement autorisé. | | | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | | | |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective | | | | |
| Proposition de délais : immédiat | | | | |

N° 2 : Liste des parcelles autorisées

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Emprise de l'autorisation |

| |
|---|
| Prescription contrôlée : Article 2 : Liste des parcelles autorisées Conformément aux plans joints en annexe au présent arrêté – plan parcellaire, plan de phasage des travaux, plan de remise en état du site – l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées dans la section A sur le territoire de la commune de Saint-Pandelon sous les numéros 62 à 66, 68, 72 à 77, 79, 100, 279, 285, 357 à 360, 437, 439, 441 et 442, situées aux lieux-dits « Arriberots » et « Hounious » pour une superficie de 124 038 m². |
| Constats : Lors de la visite du 18/04/2024, l'inspection a constaté l'usage par l'exploitant des parcelles 60 et 61 cadastrées dans la section A sur le territoire de la commune de Saint-Pandelon, parcelles appartenant à l'exploitant, bien qu'il n'y soit pas réglementairement autorisé. En vue de la régularisation de la situation, l'exploitant a déposé le 18/06/2024 auprès du préfet un porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation de la carrière et notamment l'usage de ses deux parcelles à des fins de stockage de matériaux inertes (rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement). Dans l'attente de l'instruction du porter à connaissance, l'inspection demande l'arrêt immédiat de l'usage des terrains non autorisés et propose le maintien de la mise en demeure actée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-145 du 14 mai 2024 pour ce qui concerne le respect du périmètre de l'autorisation. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : immédiat |

N° 3 : Modification des conditions d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'exploitation |
| Prescription contrôlée : Article 5 : Modification des conditions d'exploitation Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| Constats : Conformément à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure susvisé, l'exploitant a déposé le 18/06/2024 auprès du préfet un porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation de la carrière en vue de régularisation de la situation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 4 : Méthode d'extraction

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation |
| Prescription contrôlée : Article 11. Méthode d'extraction Après enlèvement des terres de découverte et de l'ophite altéré, l'extraction s'effectue par abattage par un à deux tirs de mines par semaine. |
| Constats : L'exploitant a déposé le 18/06/2024 auprès du préfet un porter à connaissance concernant la |

| |
|--|
| <p>modification des conditions d'exploitation de la carrière en vue de régularisation de la situation. L'exploitant déclare dans son dossier utiliser un ripper hydraulique en lieu et place des tirs de mines pour l'abattage du gisement.</p> <p>Un arrêté préfectoral complémentaire actant la modification des conditions d'exploiter la carrière sera pris à l'issue de l'instruction du dossier.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 5 : Plan d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11. Plan d'exploitation</p> <p>[...] Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière (1/2000^e par exemple) doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres, • les bords de fouille, • les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état. |
| <p>Constats :</p> <p>Le plan topographique présenté le jour de la visite n'a pas été mis à jour depuis 2024.</p> <p>Suite à la remarque de l'inspection des installations classées faite le jour de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 17/02/2026 un nouveau plan d'exploitation mis à jour le 28/01/2026, respectant l'obligation réglementaire de mise à jour annuelle du plan.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 6 : Clôture et accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12. Clôture et accès</p> <p>12.1.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>12.1.2. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>12.1.3. Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite à la visite de l'inspection du 18/04/2024, l'exploitant a transmis un courrier daté du 05 août 2024 dans lequel il indique la réalisation entre septembre et octobre 2024 des travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – remplacement du portail d'accès de 1m75, – rehaussement du muret béton + ajout clôture grillagée en panneaux rigides jusqu'à 1m75 – idem sur la longueur du Luy, pose grillage à moutons + barbelés sur piquets bois. <p>Les travaux suscités ont été constatés par l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

| |
|---|
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |
|---|

N° 7 : Surveillance du rejet des eaux d'exhaure

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/05/2024, article 1 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
|---|

Prescription contrôlée :

Article 13 : Surveillance de la qualité des eaux rejetées

Un prélèvement du rejet des eaux d'exhaure est réalisé une fois par an en période d'étiage ; les analyses seront réalisées par un laboratoire agréé et porteront sur les paramètres pH, conductivité, teneur en NaCl, MES, DCO, DBO et hydrocarbures totaux.

Durant la même campagne, des prélèvements seront réalisés dans le Luy 50 m en amont et 50 m en aval du point de rejet aux fins d'analyse sur les mêmes paramètres.

Ces prélèvements seront renouvelés lorsqu'il sera constaté des problèmes concernant la faune halieutique.

Constats :

Conformément à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure susvisé et à l'article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/07/2006, l'exploitant a transmis :

- un nouveau plan de localisation des points de prélèvements conformément à la demande de l'inspection suite à la visite du 18/04/2024,
- les résultats des analyses menées sur les prélèvements réalisés en septembre 2024 et février 2025.

L'inspection constate que la qualité des eaux rejetées est analysée annuellement, ainsi qu'un suivi de l'impact sur le Luy en amont et en val du point de rejet et de la confluence avec le ruisseau Houmious traversant la carrière. Un rapport de restitution de ces mesures de 2025 a été transmis à la DREAL.

L'inspection rappelle toutefois à l'exploitant que les prélèvements pour analyse doivent avoir lieu en période d'étiage, comme cela est prescrit à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 27/07/2006 modifié.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|--|

| |
|---|
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |
|---|

N° 8 : Stabilité des fronts

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 111.3 |
|--|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation |
|---|

Prescription contrôlée :

L'ophite altéré est évacué avant toute extraction de roche. Un talus incliné à 45° au maximum est créé jusqu'à la jonction avec l'ophite sain ; l'amorce supérieure de ce talus se trouve à une distance minimale de 10 m de la limite Sud de la zone autorisée ; il est constitué de deux parties séparées par un palier de 2 m de large de façon que chacune des deux parties ne dépasse pas 15 m de hauteur. Au pied de ce talus, constitué des stériles et terres végétales situés en sommet de gisement, une banquette de 5 m de largeur d'ophite « sain » est conservée.

Un suivi géologique est effectué lors du décaissement pour garantir la stabilité du talus Sud à long terme.

[...] Un contrat est passé entre l'exploitant et une société spécialisée dans les études de stabilisation des terrains afin qu'il soit vérifié, grâce aux échantillons prélevés et avant tous travaux d'extraction, que le maintien en place des terrains situés au niveau de chaque zone prévue en extraction sera assuré, ceci dès les travaux de décapage. Ce contrat sera adressé à la DRIRE dès

signature ; le résultat des mesures sera dressé à la DRIRE avant chaque campagne d'extraction en sommet de carrière.

Constats :

- Pour le front Sud, l'inspection constate sur le site et au regard du plan d'exploitation daté du 25/01/2024 :
 - que les hauteurs de fronts dépassent la limite de 15 m de hauteur,
 - que les paliers intermédiaires recoupant les talus et les fronts ne sont pas présents sur l'ensemble de la périphérie de la fouille d'extraction,
 - les quelques paliers existants sont remplis de blocs empêchant tout rôles de pièges à cailloux,
 - des blocs déstabilisés par les ruissellements d'eaux pluviales, sont présents sur les talus surplombants une piste de circulation et la zone de travail en fond de fouille.

Pour ce qui concerne le suivi géologique relatif à la stabilité du talus sud, l'exploitant a transmis à l'inspection une étude de stabilité du front sud de type G5 réalisée par le bureau d'études spécialisé GINGER datée du 28/10/2025.

L'inspection constate que le rapport se base seulement sur un constat visuel, qu'il ne disposait pas des éléments cartographiques à jour pour analyser la pente du talus, et que ce document ne constitue qu'une première approche des mesures à prendre pour assurer la stabilité à long terme des terrains.

Le rapport indique de plus qu'aucune investigation géotechnique ou géophysique sur site n'a été mise en œuvre compte-tenu de l'inaccessibilité de la zone d'étude et de la grande hauteur du talus et qu'il doit être complété par des études complémentaires.

Il fait état en plusieurs endroits de zones instables, sans présence de dispositifs suffisamment efficace pour assurer un rôle de pièges à cailloux.

- De plus au regard des prescriptions générales d'exploitation et de la stabilité des fronts, l'inspection constate que la cote d'exploitation se situe sous la cote de – 35 m NGF et le front nord de l'exploitation présente des hauteurs de fronts de plus de 40 m sans palier intermédiaire, ne respectant pas les conditions d'exploitations fixées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en 2003 et complété en 2004.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour le front Sud l'inspection demande à l'exploitant :

- l'arrêt immédiat de toutes circulations et de tous travaux d'exploitation sous la cote – 12 m NGF au pied du front sud ;
- la mise en place d'une signalisation adaptée, matérialisant cette interdiction ;
- la mise en place et la diffusion d'une consigne pour le personnel et tout intervenant extérieur sur les dangers en périphéries de cette zone de danger ;
- la mise en place de pièges à cailloux au pied de chaque zone identifiée susceptible d'être concernée par des chutes de pierres. Ces pièges à cailloux devront être dimensionnés et réalisés pour contenir le volume et la tailles des blocs pouvant chuter.
- la mise en place d'un suivi périodique interne de la stabilité de l'ensemble du front sud. Ce suivi doit être reporté sur un registre interne ;
- la mise en place d'un suivi selon une périodicité minimale semestrielle par un géotechnicien externe ;
- l'établissement d'un plan d'action pour la mise en sécurité de ce front selon les prescriptions réglementaires prescrites dans l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2006, dans les limites du périmètre d'autorisation et validé par une étude géotechnique pour la conception d'une reprise du talus permettant d'assurer sa stabilité sur le long terme ;

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> la réouverture de la zone de travail sous la cote – 12 m NGF, ne pourra être envisagée qu’après une sécurisation du front sud, la remise en forme des fronts selon le respect des dispositions de l’arrêté préfectoral du 27 juillet 2006, et un diagnostic géotechnique validant les travaux de stabilisation préconisés dans l’étude de conception. <p>Pour le restant de l’exploitation l’inspection demande à l’exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la réalisation d’une étude de stabilité ou à minima d’un suivi par un géomètre de la stabilité du pied de talus afin de s’assurer de l’absence de risque pour la circulation au-dessus et au pied du talus sur le front nord ; de prendre les dispositions nécessaires afin que la cote minimale d’exploitation soit respectée et que le front nord ne soit constitué de gradins d’au plus 15 mètres de hauteur verticale séparé par des banquettes de 5 m de largeur minimum afin de régulariser la situation. L’exploitant doit pour cela transmettre à l’inspection un plan d’action. Le suivi de la stabilité du talus devra être maintenu durant la phase travaux ; si la situation ne peut être régularisée pour des raisons techniques, l’exploitant doit faire réaliser une étude géotechnique pour s’assurer de l’absence de risque pour l’exploitation du site et la circulation au pied de ce talus, de sa stabilité sur le long terme et que ce talus soit compatible avec l’objectif de remise en état. Cette étude géotechnique analysera la circulation des eaux de ruissellement et des eaux souterraines sur la stabilité du talus. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d’action corrective |
| Proposition de délais : 7 jours pour le front Sud et 3 mois pour le reste de l’exploitation |

N° 9 : Plan de surveillance des émissions de poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, air |
| Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l’exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières [...] |
| Constats : Le plan de surveillance des émissions de poussières a été transmis à l’occasion du dépôt du porter à connaissance le 18/06/2024. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Campagnes de surveillance des émissions de poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Air |
| Prescription contrôlée : [...] Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois [...] |
| Constats : Vu le bilan annuel 2024-2025, présentant la synthèse des campagnes de mesures réalisées sur la période 2024-2025, l’inspection constate : <ul style="list-style-type: none"> – que moins de 3 mois séparent les deux premières campagnes de mesures 2024, – qu’aucune mesure n’a été réalisé entre le 27/06/2024 et le 10/09/2024, – que la campagne 2024 ne compte au final que 3 périodes de mesure. |
| Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat : L’inspection demande à l’exploitant à ce que la prochaine campagne de mesure programmée en 2026 soit conforme aux exigences de l’article 19.6 de l’arrêté ministériel du 22/09/1994. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 11 : Résultats de la surveillance des émissions de poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, air |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le bilan annuel 2024-2025, présentant la synthèse des campagnes de mesures réalisées sur la période 2024-2025 a été transmis à l'inspection.</p> <p>L'analyse des résultats montre que les concentrations au niveau de la station de type (b) sont inférieures à l'objectif de 500 mg/m²/jour fixé à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Bilan annuel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9 |
| Thème(s) : Risques chroniques, air |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le bilan annuel 2024-2025, présentant la synthèse des campagnes de mesures réalisées sur la période 2024-2025 a été transmis à l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Contrôle des émissions sonores

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 16.1.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, bruit |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procédera à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de la carrière ; les mesures de bruit s'effectueront dans les 3 mois du début de l'exploitation, puis</p> |

| |
|--|
| tous les 3 ans, et lorsque les travaux se rapprocheront des habitations. L'inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées. |
| Constats : Le dernier contrôle des niveaux sonores a été réalisé le 5 décembre 2022. L'exploitant déclare que le prochain contrôle est programmé en 2026. L'inspection rappelle à l'exploitant que le contrôle des émissions sonores doit être réalisé tous les 3 ans. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser un nouveau contrôle des émissions sonores. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 14 : Garanties financières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 18.1.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1er février 1996, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période. |
| Constats : L'exploitant dispose de garanties financières valides jusqu'au 26/07/2026. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de transmettre au préfet un nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période au moins 6 mois avant la date d'échéance des garanties financières en cours de validité. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au préfet un nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour la nouvelle période. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |